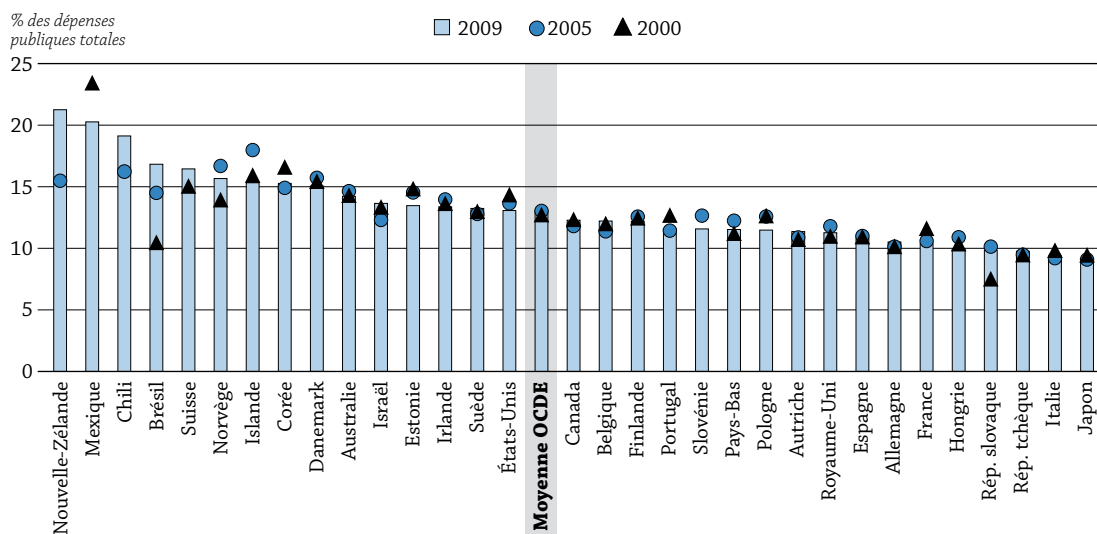


QUEL EST LE MONTANT TOTAL DES DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION ?

- Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 13 % de leurs dépenses publiques totales à l'éducation. Ce pourcentage varie toutefois sensiblement selon les pays : il représente moins de 10 % en Italie, au Japon, en République slovaque et en République tchèque, mais plus de 19 % au Chili, au Mexique et en Nouvelle-Zélande.
- Les dépenses publiques d'éducation ont légèrement progressé en pourcentage des dépenses publiques totales entre 1995 et 2009 dans la plupart des pays dont les données de toutes les années de référence sont disponibles. Elles y ont augmenté de 0.5 point de pourcentage, en moyenne, durant cette période.
- Toutefois, la part de l'éducation dans les dépenses publiques a diminué dans la plupart des pays entre 2005 et 2009. Le recul enregistré ces dernières années pourrait s'expliquer par les pressions budgétaires dues à la crise économique qui a éclaté en 2008.

Graphique B4.1. Dépenses publiques totales d'éducation, en pourcentage du total des dépenses publiques (2000, 2005, 2009)



Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales d'éducation, tous niveaux d'enseignement confondus, en pourcentage des dépenses publiques totales en 2009.

Source : OCDE. Tableau B4.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932679148>

Lecture du graphique

Ce graphique présente les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et les aides publiques versées aux ménages (dont les subventions pour frais de subsistance telles que les allocations et les bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et les prêts d'études) et à d'autres entités privées, en pourcentage des dépenses publiques totales, par année.

■ Contexte

Cet indicateur donne la mesure des dépenses publiques d'éducation, par rapport aux dépenses totales des pays ainsi que par rapport à leur produit intérieur brut, pour montrer la taille relative des budgets publics. De plus, il fournit des données sur les différentes sources (locales, régionales et centrales) des fonds publics investis dans l'éducation et sur les transferts de fonds entre ces niveaux de l'exécutif.

Les décisions des pays concernant la répartition des fonds publics entre les différents domaines de l'action publique, dont l'éducation, les services de santé, la sécurité sociale et la défense, dépendent non seulement de leurs priorités, mais également de la question de savoir si les marchés peuvent fournir ces services de manière adéquate à eux seuls, sachant qu'ils risquent de ne pas y parvenir si les bénéfices publics d'un service sont supérieurs à ses bénéfices privés. Les fonds versés par les pouvoirs publics peuvent par exemple contribuer à accroître les taux de scolarisation. Toutefois, la crise économique a mis les finances publiques sous pression à tel point que le budget de l'éducation pourrait être revu à la baisse, ce qui pourrait avoir un impact sur l'accessibilité ou le rendement de l'éducation. Par ailleurs, la demande d'éducation et de formation pourrait augmenter de la part des sans-emploi, ce qui nécessiterait un accroissement du budget de l'éducation.

■ **Autres faits marquants**

- La plupart des pays de l'OCDE **dépensent plus du double au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire qu'au titre de l'enseignement tertiaire.**
- **Les dépenses publiques sont plus décentralisées dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire.** En moyenne, dans les pays de l'OCDE, plus de 50 % des fonds publics affectés à ces niveaux d'enseignement proviennent de l'exécutif central.
- **Le budget public de l'enseignement tertiaire provient à hauteur de 85 % de l'exécutif central,** avant transferts de l'exécutif central vers les exécutifs régionaux et locaux.
- **Le système public de financement n'est totalement centralisé dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans un pays** (la Nouvelle-Zélande), alors qu'il l'est dans l'enseignement tertiaire dans six pays (le Chili, l'Islande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni).

■ **Tendances**

Au cours des 15 dernières années (soit entre 1995 et 2009), la part des dépenses d'éducation (tous niveaux d'enseignement confondus) dans les dépenses publiques totales a progressé légèrement dans deux tiers des pays dont les données sont disponibles, à raison de 0.5 point de pourcentage, en moyenne. L'analyse de l'évolution entre 2005 et 2009 révèle toutefois une autre tendance : les dépenses publiques d'éducation ont régressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans moins de deux tiers des pays dont les données sont disponibles. Ce recul a été particulièrement sensible en Estonie, en Islande, au Mexique, en Norvège, en Pologne et en Slovaquie (1 point de pourcentage, voire davantage).

Une évolution similaire s'observe si les dépenses d'éducation sont rapportées en pourcentage du PIB entre 1995 et 2009, mais pas entre 2005 et 2009. Entre 2005 et 2009, les dépenses publiques d'éducation ont ainsi régressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans la plupart des pays, mais progressé en pourcentage du PIB dans la quasi-totalité des pays. Elles ont augmenté de près de 0.4 point de pourcentage selon la moyenne calculée sur la base des pays dont les données des deux années de référence sont disponibles.

Analyse

Investissement public global dans l'éducation

B4

En 2009, les pays de l'OCDE ont consacré, en moyenne, 13 % de leurs dépenses publiques à l'éducation. Ce pourcentage est inférieur à 10 % en Italie (9.0 %), au Japon (8.9 %), en République slovaque (9.8 %) et en République tchèque (9.8 %), mais supérieur à 19 % au Chili (19.1 %), au Mexique (20.3 %) et en Nouvelle-Zélande (21.2 %) (voir le graphique B4.1 et le tableau B4.1).

Dans la plupart des pays, l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire absorbe deux tiers environ des dépenses publiques d'éducation, tant en pourcentage des dépenses publiques totales qu'en pourcentage du PIB. Cela s'explique essentiellement par la scolarisation quasi universelle à ces niveaux d'enseignement (voir l'indicateur C2) et par la structure démographique de la population.

Les dépenses publiques au titre de l'enseignement préprimaire représentent 8 % des dépenses publiques d'éducation, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Le pourcentage de dépenses publiques affecté à l'enseignement préprimaire varie fortement selon les pays : il est inférieur à 5 % en Australie (1.1 %), en Corée (2.2 %), en Irlande (0.8 %), au Japon (2.7 %), en Norvège (4.8 %) et en Suisse (3.7 %), mais supérieur à 13 % au Chili (13.4 %), en Espagne (14.4 %) et en Hongrie (14.0 %). Cette variation s'explique essentiellement par des différences de taux de scolarisation entre les pays (voir l'indicateur C2).

Les dépenses publiques au titre de l'enseignement tertiaire représentent 23.5 % des dépenses publiques totales, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Parmi les pays de l'OCDE et du G20, ce pourcentage est inférieur à 15 % au Royaume-Uni (14.4 %), mais supérieur à 30 % au Canada (38.0 %), en Finlande (31.7 %) et en Norvège (30.4 %).

La part de l'éducation dans les dépenses publiques totales doit aussi être étudiée à la lumière de la taille relative des budgets publics. Le tableau qui se dégage n'est, en effet, pas le même selon que les dépenses publiques d'éducation sont analysées en pourcentage du produit intérieur brut tous niveaux d'enseignement confondus ou en pourcentage des dépenses publiques totales comme ci-dessus. Des pays de l'OCDE tels que l'Italie, le Japon, la République slovaque et la République tchèque continuent de figurer parmi les pays où les dépenses publiques d'éducation sont les moins élevées en pourcentage du PIB selon les chiffres de 2009 (avec 4.7 %, 3.8 %, 4.1 % et 4.4 % respectivement). Ce pourcentage est également inférieur à 5 % dans d'autres pays, à savoir en Afrique du Sud (4.8 %), au Chili (4.5 %), en Fédération de Russie (4.7 %), en Inde (3.5 %) et en Indonésie (3.0 %). À l'autre extrême, le Danemark est le seul pays à consacrer plus de 8 % de son PIB à l'éducation (8.7 %). Ce pourcentage est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE (5.8 %).

Contre toute attente, les pays où les dépenses publiques d'éducation sont les plus élevées en pourcentage des dépenses publiques totales – à savoir le Brésil, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Suisse (voir le graphique B4.1) – sont ceux où les dépenses publiques totales, toutes catégories de services confondues, sont les moins élevées en pourcentage du PIB (voir le graphique B4.2).

L'analyse des dépenses publiques totales toutes catégories de services confondues (non seulement l'éducation, mais aussi la santé, la sécurité sociale, l'environnement, etc.) en pourcentage du PIB révèle une forte variation entre les pays. Selon les chiffres de 2009, la part des dépenses publiques totales toutes catégories de services confondues représente plus de 50 % du PIB dans un tiers environ des pays. Elle est supérieure à 55 % du PIB dans quatre d'entre eux (58.0 % au Danemark, 55.6 % en Finlande, 56.7 % en France et 55.1 % en Suède). À l'autre extrême, elle est inférieure à 30 % du PIB au Chili (23.4 %) et au Mexique (26.2 %) (voir le graphique B4.2). Contre toute attente, les pays où les dépenses publiques totales toutes catégories de services confondues sont plus élevées ne sont pas ceux où les dépenses publiques d'éducation sont plus élevées en pourcentage des dépenses publiques totales. Seuls le Danemark et l'Islande comptent à la fois parmi les 10 pays où les dépenses publiques totales toutes catégories de services confondues sont les plus élevées et parmi les 10 pays où les dépenses publiques d'éducation sont les plus élevées (voir les graphiques B4.1 et B4.2).

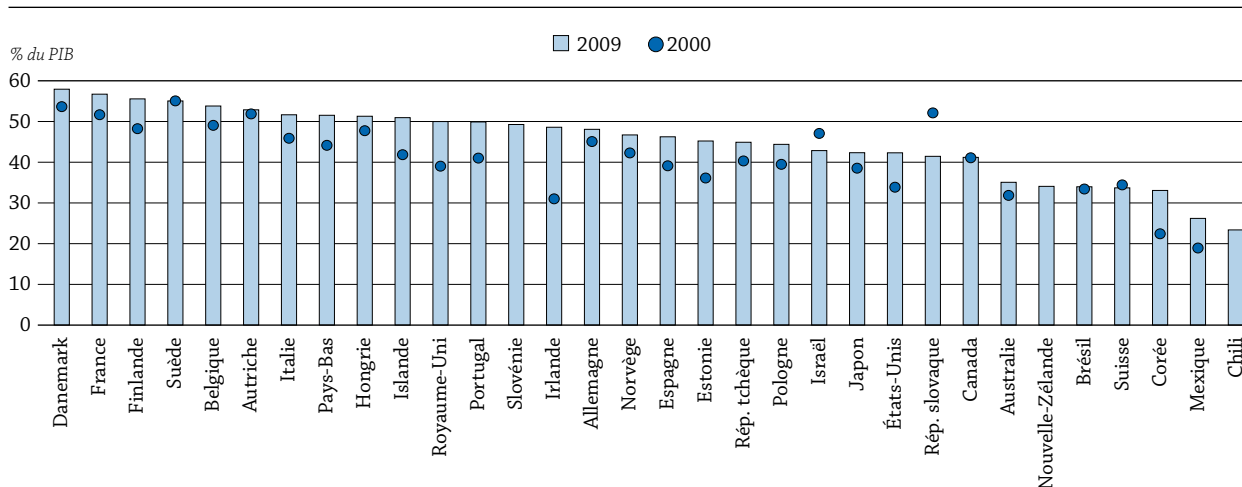
Évolution des dépenses publiques d'éducation entre 1995 et 2009

Ces 15 dernières années (entre 1995 et 2009), les dépenses publiques d'éducation (tous niveaux d'enseignement confondus) ont légèrement progressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans deux tiers des pays dont les données des deux années de référence sont disponibles (de 0.5 point de pourcentage, en moyenne, dans ces pays). Toutefois, les tendances varient selon les pays. Les dépenses ont augmenté de plus de 2 points de pourcentage au Brésil, au Danemark, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse, mais ont fortement diminué dans d'autres pays (de 1.9 point de pourcentage au Mexique, par exemple) (voir le tableau B4.3).

De plus, les dépenses publiques d'éducation ont évolué de manière très différente entre 2005 et 2009. Durant ces cinq années, elles ont régressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans moins de deux tiers des pays dont les données sont disponibles (dans 19 pays sur 32). Les variations les plus fortes s'observent à la baisse au Mexique (avec un recul de 3.1 points de pourcentage) et à la hausse en Nouvelle-Zélande (avec une augmentation de 5.8 points de pourcentage). Ces variations observées entre 2005 et 2009 sont vraisemblablement dues aux premiers effets de la crise économique mondiale qui a éclaté en 2008. Cette crise a accru les pressions sur les finances publiques et a contraint les gouvernements à choisir leurs priorités, entre l'éducation et d'autres domaines majeurs de l'action publique, tels que la santé et la sécurité sociale.

Entre 1995 et 2009, les dépenses publiques d'éducation ont évolué d'une façon similaire en pourcentage du PIB et en pourcentage des dépenses publiques totales. En pourcentage du PIB, elles ont augmenté de plus de 1 point de pourcentage au Brésil, au Danemark, en Irlande, au Mexique et en Nouvelle-Zélande, mais ont reculé de plus de 1 point de pourcentage au Canada.

Graphique B4.2. Total des dépenses publiques, tous services confondus, en pourcentage du PIB (2000, 2009)



Remarque : ce graphique présente les dépenses publiques tous services confondus et pas uniquement les dépenses publiques d'éducation.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales en pourcentage du PIB en 2009.

Source : OCDE. Annexe 2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932679167>

Entre 2005 et 2009, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté en pourcentage du PIB dans tous les pays, sauf en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie et en Suisse. Elles ont progressé de 0.4 point de pourcentage selon la moyenne calculée sur la base des pays dont les données de toutes les années de référence sont disponibles. Toutefois, la prudence est de mise lors de l'interprétation de ces chiffres, car le PIB est resté stable et a même diminué dans certains pays durant cette période. Les dépenses d'éducation peuvent dès lors avoir augmenté en pourcentage du PIB non seulement parce qu'elles ont progressé, mais également parce que le PIB a régressé, ce qui s'est produit dans de nombreux pays (voir l'encadré B2.1 dans l'indicateur B2).

Entre 2000 et 2009, le niveau de dépenses publiques totales toutes catégories de services confondues a fortement évolué en pourcentage du PIB dans de nombreux pays. Il a augmenté dans tous les pays, sauf dans trois où il a diminué, en l'occurrence en Israël (de 4.2 points de pourcentage), en République slovaque (de 10.7 points de pourcentage) et en Suisse (de 0.7 point de pourcentage) (voir le graphique B4.2). Dans les autres pays, il a progressé de 1 point de pourcentage, voire moins, en Autriche, au Brésil, au Canada et en Suède, mais de 17 points de pourcentage en Irlande.

Sources du financement public de l'éducation

Toutes les sources publiques (abstraction faites des sources internationales) de financement de l'éducation sont réparties entre trois niveaux de l'exécutif, à savoir les niveaux central, régional et local. Le financement de l'éducation est centralisé dans certains pays, mais peut être très décentralisé après les transferts entre les niveaux de l'exécutif dans d'autres.

Ces dernières années, de nombreux établissements d'enseignement sont devenus des organisations plus autonomes et plus décentralisées, plus responsables de leurs résultats à l'égard de leurs élèves/étudiants, de leurs parents et de l'opinion en général. Les résultats de l'enquête PISA suggèrent l'existence d'une corrélation entre l'adoption d'une combinaison intelligente d'autonomie et de responsabilisation, et l'amélioration des résultats scolaires.

Le financement public est plus centralisé dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux inférieurs. Selon les chiffres de 2009, le budget public est financé par le gouvernement central, avant transfert, à hauteur de 50.7 % dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, alors qu'il l'est à hauteur de 84.5 % dans l'enseignement tertiaire, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir les tableaux B4.2 et B4.4, en ligne).

Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, la part du financement public initial qui provient du gouvernement central varie fortement selon les pays. Cette part est inférieure à 10 % dans cinq pays, à savoir en Argentine (8.7 %), au Canada (3.5 %), en Norvège (9.7 %), en Pologne (5.4 %) et en Suisse (2.9 %). À l'autre extrême, le financement initial provient du gouvernement central à hauteur de plus de 90 % au Chili (96.4 %) et aux Pays-Bas (90.1 %), et provient même presque exclusivement de ce niveau de l'exécutif en Irlande et en Nouvelle-Zélande. Toutefois, ce tableau change énormément si les transferts entre niveaux de l'exécutif sont pris en considération. Après transferts, la contribution du gouvernement central au financement public est inférieure à 5 % en Argentine (2.7 %), au Canada (2.8 %), en Pologne (4.2 %) et en Suisse (0.2 %), mais également dans quatre autres pays, à savoir en Australie (3.3 %), en Corée (0.7 %), aux États-Unis (0.4 %) et au Japon (0.7 %). La Nouvelle-Zélande est le seul pays où le système de financement est totalement centralisé (voir le graphique B4.3 et le tableau B4.2).

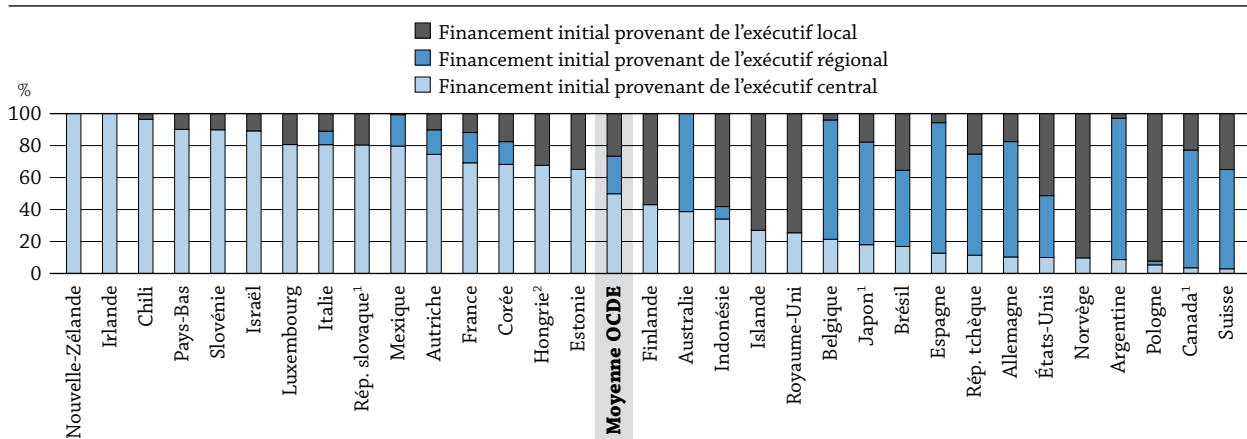
En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les transferts de fonds entre le gouvernement central et les exécutifs régionaux et locaux sont plus élevés dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire, signe que la décentralisation est plus grande aux niveaux inférieurs d'enseignement. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, près de 44 % des fonds publics proviennent des exécutifs locaux après transferts, contre 27 % avant transferts. Dans l'enseignement tertiaire, les fonds publics provenant des exécutifs locaux représentent moins de 3 % avant et après transferts, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir le tableau B4.4, en ligne).

Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, l'ampleur des transferts du gouvernement central vers les exécutifs régionaux et locaux varie fortement entre les pays. Ces transferts représentent plus de 40 points de pourcentage au Chili, en Corée, en Estonie, en Hongrie, au Mexique et en République slovaque. Les transferts des exécutifs régionaux vers les exécutifs locaux sont supérieurs à 35 points de pourcentage au Canada et aux États-Unis.

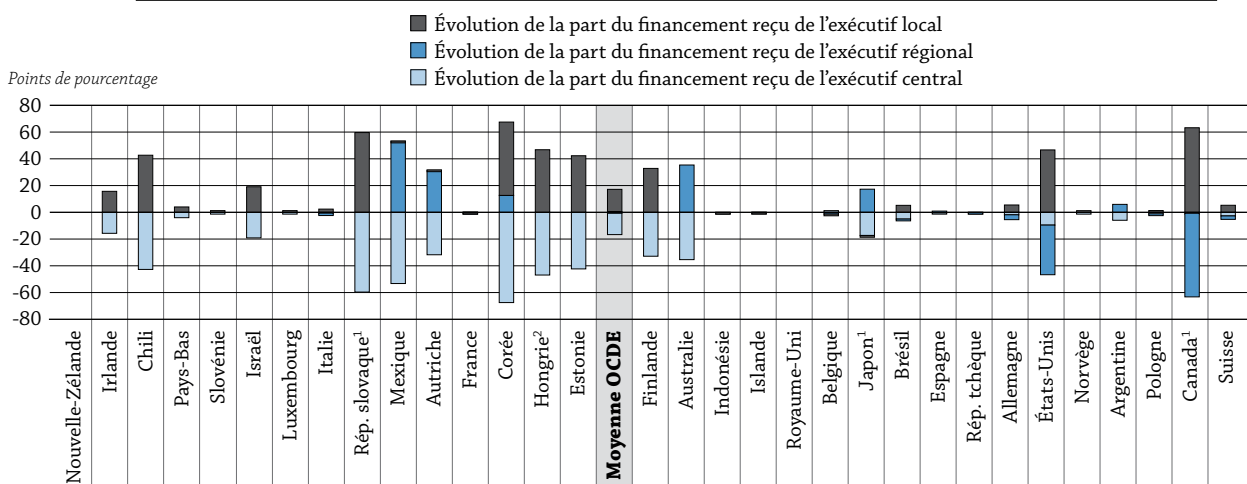
Dans l'enseignement tertiaire, la part des fonds publics qui provient du gouvernement central est relativement élevée, tant avant qu'après transferts entre les niveaux de l'exécutif. La part du gouvernement central est la moins élevée en Allemagne (24.1 % avant transferts et 19.2 % après transferts), en Belgique (26.0 % et 24.7 %,

respectivement) et en Espagne (15.8 % et 15.5 %, respectivement). À l'autre extrême, cette part est proche de 100 %, tant avant qu'après transferts, dans neuf pays, à savoir au Chili, en Estonie (99.7 %, après transferts), en Islande, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, au Portugal, en République slovaque et au Royaume-Uni (voir le tableau B4.4, en ligne).

Graphique B4.3. Répartition (en pourcentage) de la provenance initiale du financement public de l'éducation selon les niveaux de l'exécutif pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2009)



Évolution (en points de pourcentage) de la part du financement de l'éducation reçu selon le niveau de l'exécutif entre les destinataires initiaux et finaux des ressources d'éducation, pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2009)



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1.a.

2. Les financements provenant de l'exécutif local incluent les financements provenant de l'exécutif régional.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part du financement initial provenant de l'exécutif central.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Tableau B4.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932679186>

Définitions

Les **dépenses publiques d'éducation** incluent les dépenses au titre des établissements d'enseignement et les aides au titre des frais de subsistance des élèves/étudiants et autres dépenses privées en dehors des établissements d'enseignement. Elles incluent aussi les dépenses de toutes les entités publiques, dont les ministères autres que le ministère de l'Éducation, les exécutifs locaux et régionaux et les autres instances publiques. Le mode d'affectation des budgets publics de l'éducation varie selon les pays de l'OCDE. Les ressources

publiques peuvent être allouées aux établissements d'enseignement soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire des ménages ou au travers de programmes gouvernementaux. Elles peuvent aussi être limitées à l'acquisition de services d'éducation ou être destinées au financement des frais de subsistance.

Les sources publiques de financement de l'éducation (exception faite des sources internationales) se répartissent en trois catégories : le gouvernement central (national), les exécutifs régionaux (États, provinces, *Land*, etc.) et les exécutifs locaux (municipalités, districts, communes, etc.). Les adjectifs « régional » et « local » désignent les exécutifs dont les compétences sont limitées à un territoire administratif dans un pays. Ils ne s'appliquent pas à des instances gouvernementales dont les compétences ne sont pas limitées de manière géographique, mais sont définis en termes de services, de fonctions ou de catégories d'élèves/étudiants.

Les **dépenses publiques totales** correspondent à la somme des dépenses non remboursables (dépenses de fonctionnement et dépenses en capital) à tous les niveaux de l'exécutif (central, régional et local). Elles incluent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement ainsi que les aides publiques aux ménages (par exemple, les bourses et les prêts d'étude, les aides au titre des frais de subsistance et des frais de scolarité des élèves/étudiants) et à d'autres entités privées au titre de l'éducation (par exemple, les subventions aux entreprises privées ou aux organisations syndicales au titre de la formation sous contrat d'apprentissage).

Méthodologie

Année de référence : les données se rapportent à l'année budgétaire 2009 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2011 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/edu/eag2012).

Couverture des données : les dépenses publiques totales proviennent de la *Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux* (voir l'annexe 2) et sont établies en fonction du Système de comptabilité nationale de 1993.

Les dépenses d'éducation des pays sont rapportées en pourcentage de leurs dépenses publiques totales et en pourcentage de leur PIB.

Les dépenses au titre du service de la dette (remboursements afférents à la dette publique) sont incluses dans les dépenses publiques totales, mais sont exclues des dépenses publiques d'éducation, car certains pays sont dans l'impossibilité de faire la distinction entre les intérêts dus pour l'éducation et les intérêts dus pour les autres services. Par voie de conséquence, les dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales peuvent être sous-estimées dans les pays où le service de la dette représente une partie importante des dépenses publiques totales tous domaines confondus.


Total de l'OCDE : le total de l'OCDE représente la valeur de l'indicateur tous pays de l'OCDE confondus (voir le Guide du lecteur en début de publication pour plus de précisions).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

D'autres documents en rapport avec cet indicateur sont disponibles en ligne :

- **Tableau B4.4. Provenance du financement public de l'éducation, avant et après transferts, selon les niveaux de l'exécutif pour l'enseignement tertiaire (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932682853>

- **Tableau B4.5. Répartition du total des dépenses publiques d'éducation (2009)**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932682872>

Tableau B4.1. Total des dépenses publiques d'éducation (2009)

 Dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et aides publiques aux ménages¹ et à d'autres entités privées, en pourcentage du total des dépenses publiques et en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement

OCDE	Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du total des dépenses publiques				Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du PIB			
	Préprimaire	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux d'enseignement confondus	Préprimaire	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux d'enseignement confondus
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Australie	0.2	10.8	3.1	14.2	0.1	3.8	1.1	5.0
Autriche	1.0	7.3	3.0	11.4	0.6	3.9	1.6	6.0
Belgique	1.1	8.1	2.7	12.2	0.6	4.3	1.5	6.6
Canada ^{2, 3}	x(2)	8.3	4.7	12.3	x(6)	3.2	1.8	5.1
Chili ⁴	2.6	12.3	4.3	19.1	0.6	2.9	1.0	4.5
Rép. tchèque	1.1	6.2	2.3	9.8	0.5	2.8	1.0	4.4
Danemark ³	1.7	8.7	4.2	15.1	1.0	5.1	2.4	8.7
Estonie	1.1	9.4	3.0	13.5	0.5	4.2	1.3	6.1
Finlande	0.7	7.6	3.9	12.2	0.4	4.2	2.2	6.8
France	1.2	6.8	2.4	10.4	0.7	3.9	1.3	5.9
Allemagne	0.9	6.6	2.8	10.5	0.4	3.2	1.3	5.1
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	1.4	6.0	2.2	10.0	0.7	3.1	1.1	5.1
Islande	1.5	9.9	3.1	15.3	0.8	5.0	1.6	7.8
Irlande	0.1	10.1	3.2	13.4	0.1	4.9	1.5	6.5
Israël	1.6	8.9	2.4	13.6	0.7	3.8	1.0	5.8
Italie	0.9	6.5	1.7	9.0	0.5	3.3	0.9	4.7
Japon ³	0.2	6.4	1.8	8.9	0.1	2.7	0.8	3.8
Corée	0.3	10.8	2.6	15.3	0.1	3.6	0.9	5.0
Luxembourg	1.4	7.5	m	m	0.6	3.2	m	m
Mexique	2.0	13.5	4.1	20.3	0.5	3.5	1.1	5.3
Pays-Bas	0.8	7.6	3.2	11.5	0.4	3.9	1.6	5.9
Nouvelle-Zélande	1.4	14.1	5.7	21.2	0.5	4.8	1.9	7.2
Norvège	0.7	9.6	4.8	15.7	0.3	4.5	2.2	7.3
Pologne	1.2	7.9	2.4	11.5	0.5	3.5	1.1	5.1
Portugal	0.8	8.3	2.2	11.6	0.4	4.2	1.1	5.8
Rép. slovaque ³	1.0	6.4	1.9	9.8	0.4	2.7	0.8	4.1
Slovénie	1.1	7.6	2.8	11.6	0.6	3.8	1.4	5.7
Espagne	1.6	6.8	2.5	10.8	0.7	3.1	1.1	5.0
Suède	1.3	8.2	3.7	13.2	0.7	4.5	2.0	7.3
Suisse	0.6	11.4	4.1	16.4	0.2	3.8	1.4	5.5
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	0.6	9.0	1.6	11.3	0.3	4.5	0.8	5.6
États-Unis	0.8	9.3	3.0	13.1	0.3	3.9	1.3	5.5
Moyenne OCDE	1.1	8.7	3.1	13.0	0.6	3.8	1.4	5.8
Moyenne UE21	1.1	7.6	2.7	11.5	0.6	3.8	1.4	5.8
Autres G20								
Argentine	m	m	m	m	0.5	4.4	1.1	6.0
Brésil	1.2	13.0	2.7	16.8	0.4	4.4	0.9	5.7
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	n	2.2	1.3	3.5
Indonésie ⁴	m	m	m	m	n	2.1	0.5	3.0
Fédération de Russie	m	m	m	m	0.7	2.3	1.2	4.7
Arabie saoudite ⁴	m	m	m	m	m	m	2.3	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	n	3.9	0.7	4.8
Moyenne G20	m	m	m	m	0.6	3.4	1.5	5.0

1. Dans ce tableau, les dépenses publiques comprennent les aides publiques accordées aux ménages pour leurs frais de subsistance (allocations et bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et prêts d'études), qui ne sont pas affectées aux établissements d'enseignement. C'est la raison pour laquelle les chiffres sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement présentés ici sont plus élevés que ceux du tableau B2.4.

2. Année de référence : 2008 (et non 2009).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2010 (et non 2009).

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine, l'Inde et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à l'Arabie saoudite : Observatoire de l'enseignement supérieur. Données relatives à l'Afrique du Sud : Institut de statistique de l'UNESCO. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932682796>

Tableau B4.2. Provenance du financement public de l'éducation, avant et après transferts, selon les niveaux de l'exécutif pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2009)

	Financement initial (avant les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)				Financement définitif (après les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)			
	Central	Régional	Local	Total	Central	Régional	Local	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
OCDE								
Australie	38.7	61.3	m	100.0	3.3	96.7	m	100.0
Autriche	74.5	15.4	10.2	100.0	42.7	46.7	10.5	100.0
Belgique	21.4	74.6	4.0	100.0	22.6	73.4	4.0	100.0
Canada ^{1, 2}	3.5	73.7	22.8	100.0	2.8	11.1	86.1	100.0
Chili ³	96.4	a	3.6	100.0	53.7	a	46.3	100.0
Rép. tchèque	11.4	63.2	25.3	100.0	11.4	63.3	25.3	100.0
Danemark ²	m	m	m	100.0	39.7	n	60.3	100.0
Estonie	65.1	a	34.9	100.0	22.8	a	77.2	100.0
Finlande	43.0	a	57.0	100.0	10.2	a	89.8	100.0
France	69.2	19.0	11.9	100.0	69.0	19.0	12.0	100.0
Allemagne	10.3	72.2	17.5	100.0	8.5	68.5	23.0	100.0
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	67.6	x(3)	32.4	100.0	20.8	x(7)	79.2	100.0
Islande	27.0	a	73.0	100.0	26.8	a	73.2	100.0
Irlande	100.0	a	n	100.0	84.3	a	15.7	100.0
Israël	89.2	a	10.8	100.0	70.0	a	30.0	100.0
Italie	80.5	8.5	11.0	100.0	79.9	6.7	13.4	100.0
Japon ²	18.0	64.2	17.8	100.0	0.7	81.5	17.8	100.0
Corée	68.2	14.2	17.6	100.0	0.7	26.9	72.4	100.0
Luxembourg	80.6	a	19.4	100.0	79.3	a	20.7	100.0
Mexique	79.7	20.1	0.2	100.0	26.4	73.4	0.2	100.0
Pays-Bas	90.1	n	9.9	100.0	86.1	n	13.9	100.0
Nouvelle-Zélande	100.0	n	n	100.0	100.0	n	n	100.0
Norvège	9.7	n	90.3	100.0	8.5	n	91.5	100.0
Pologne	5.4	2.4	92.2	100.0	4.2	2.2	93.5	100.0
Portugal	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. slovaque ²	80.4	a	19.6	100.0	20.7	a	79.3	100.0
Slovénie	89.9	a	10.1	100.0	88.6	a	11.4	100.0
Espagne	12.7	81.6	5.7	100.0	11.8	82.5	5.7	100.0
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m
Suisse	2.9	62.1	35.0	100.0	0.2	59.5	40.3	100.0
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	25.4	a	74.6	100.0	25.4	a	74.6	100.0
États-Unis	10.0	38.7	51.3	100.0	0.4	1.6	98.0	100.0
Moyenne OCDE	50.7	24.0	27.1	100.0	34.1	24.6	43.6	100.0
Moyenne UE21	54.6	21.1	25.6	100.0	40.4	21.3	39.4	100.0
Autres G20								
Argentine	8.7	88.4	3.0	100.0	2.7	94.3	3.0	100.0
Brésil	16.8	47.7	35.5	100.0	11.8	47.5	40.7	100.0
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ³	34.1	7.8	58.2	100.0	34.1	7.8	58.2	100.0
Fédération de Russie	m	m	m	m	3.3	30.9	65.9	100.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Année de référence : 2008.

2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Année de référence : 2010.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932682815>

Tableau B4.3. Total des dépenses publiques d'éducation (1995, 2000, 2005, 2009)

 Dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et subventions publiques aux ménages¹ et à d'autres entités privées, en pourcentage du total des dépenses publiques et en pourcentage du PIB, tous niveaux d'enseignement confondus, par année

	Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du total des dépenses publiques				Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du PIB			
	1995	2000	2005	2009	1995	2000	2005	2009
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
OCDE								
Australie	13.8	14.3	14.6	14.2	4.8	4.6	4.5	5.0
Autriche	10.8	10.7	10.9	11.4	6.1	5.6	5.4	6.0
Belgique	m	12.0	11.4	12.2	m	5.9	5.9	6.6
Canada ^{2, 3}	12.7	12.4	11.8	12.3	6.2	5.1	5.1	5.1
Chili ⁴	m	m	16.2	19.1	m	m	3.2	4.5
Rép. tchèque	8.7	9.5	9.5	9.8	4.5	3.8	4.1	4.4
Danemark ³	12.3	15.4	15.7	15.1	7.3	8.3	8.3	8.7
Estonie	13.9	14.8	14.5	13.5	5.8	5.4	4.9	6.1
Finlande	11.1	12.5	12.6	12.2	6.8	6.0	6.3	6.8
France	11.5	11.6	10.6	10.4	6.3	6.0	5.7	5.9
Allemagne	8.6	10.1	9.8	10.5	4.7	4.6	4.6	5.1
Grèce	5.6	7.3	m	m	2.6	3.4	4.1	m
Hongrie	9.4	10.4	10.9	10.0	5.3	5.0	5.5	5.1
Islande	m	15.9	18.0	15.3	m	6.7	7.6	7.8
Irlande	12.2	13.7	14.0	13.4	5.0	4.2	4.7	6.5
Israël	12.7	13.4	12.3	13.6	6.6	6.3	5.6	5.8
Italie	9.0	9.8	9.2	9.0	4.7	4.5	4.4	4.7
Japon ³	9.7	9.5	9.1	8.9	3.6	3.6	3.5	3.8
Corée	m	16.6	14.9	15.3	m	3.7	4.0	5.0
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	22.2	23.4	23.4	20.3	4.2	4.4	5.0	5.3
Pays-Bas	9.1	11.2	12.2	11.5	5.1	5.0	5.5	5.9
Nouvelle-Zélande	16.5	m	15.5	21.2	5.6	6.7	6.0	7.2
Norvège	15.6	14.0	16.7	15.7	7.9	5.9	7.0	7.3
Pologne	11.9	12.7	12.6	11.5	5.2	5.0	5.5	5.1
Portugal	11.9	12.7	11.4	11.6	4.9	5.2	5.2	5.8
Rép. slovaque ³	9.4	7.5	10.1	9.8	4.6	3.9	3.8	4.1
Slovénie	m	m	12.7	11.6	m	m	5.7	5.7
Espagne	10.3	10.9	11.0	10.8	4.6	4.3	4.2	5.0
Suède	10.9	13.0	12.8	13.2	7.1	7.2	6.9	7.3
Suisse	13.0	15.1	12.7	16.4	5.5	5.2	5.7	5.5
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	11.4	11.0	11.8	11.3	5.0	4.3	5.2	5.6
États-Unis	12.5	14.4	13.6	13.1	4.7	4.9	5.0	5.5
Moyenne OCDE	11.7	12.6	13.0	13.0	5.3	5.2	5.3	5.8
Moyenne UE21	10.4	11.4	11.8	11.5	5.3	5.1	5.3	5.8
Moyenne des pays membres de l'OCDE dont les données sont disponibles pour toutes les années de référence	11.5	12.2	12.1	12.0	5.6	5.2	5.3	5.7
Autres G20								
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	6.0
Brésil	11.2	10.5	14.5	16.8	3.9	3.5	4.5	5.7
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	3.5
Indonésie ⁴	m	m	m	m	m	m	m	3.0
Fédération de Russie	m	10.6	11.0	m	m	m	m	4.7
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	4.8
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	4.5

1. Dans ce tableau, les dépenses publiques comprennent les aides publiques accordées aux ménages pour leurs frais de subsistance (allocations et bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et prêts d'études), qui ne sont pas affectées aux établissements d'enseignement. C'est la raison pour laquelle les chiffres sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement présentés ici sont plus élevés que ceux du tableau B2.4.


2. Année de référence : 2008 (et non 2009).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2010 (et non 2009).

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine, l'Inde et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à l'Afrique du Sud : Institut de statistique de l'UNESCO. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2012).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932682834>



Extrait de :
Education at a Glance 2012
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2012-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Indicateur B4 Quel est le montant total des dépenses publiques d'éducation ? », dans *Education at a Glance 2012 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2012-19-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.